

Middes, le 7 mai 2012

Règlement communal concernant l'accueil extrascolaire

* * * * *

L'Assemblée communale de Torny

Vu :

- La loi cantonale du 9 juin 2011 sur les structures d'accueil extrafamilial de jour (LStE) ; et son règlement d'application (RStE) ;
- La loi cantonale du 12 mai 2006 sur l'enfance et la jeunesse (LEJ) ;
- La loi du 25 septembre 1980 sur les communes (LCo) ;
- Le code de procédure et de juridiction administrative du 23 mai 1991 (CPJA) ;
- Loi d'application du CC suisse pour le canton de Fribourg du 22 novembre 1911 (LACC) ;

Adopte les dispositions suivantes :

1. But – domaine d'application – généralités

1.1. Les communes de Châtonnaye et Torny mettent en place un accueil extrascolaire dans le cadre d'une entente intercommunale. Le Conseil communal de Torny est autorisé à engager les dépenses nécessaires à son fonctionnement dans le cadre budgétaire.

1.2. Le présent règlement régit les conditions de la fréquentation de l'accueil extrascolaire par les enfants des écoles enfantines et primaires du Cercle scolaire de Châtonnaye et Torny.

1.3. Le fonctionnement et l'administration de l'Accueil extrascolaire sont assurés par une Commission intercommunale de l'accueil extrascolaire dont les compétences sont réglées dans la convention intercommunale du 16 avril 2012 ainsi que dans la suite du présent règlement. Cette commission est désignée dans la suite de ce règlement par le terme « la Commission de l'Accueil ».

1.4. Le règlement d'application est rédigé par la Commission de l'Accueil qui le soumet pour approbation aux Conseils communaux.

1.5. Le service d'accueil extrascolaire, ci-après désigné « Accueil », est ouvert du lundi au vendredi, pendant les périodes scolaires. Le détail des services offerts et des horaires est réglé par le règlement d'application.

1.6. Dans la suite de ce règlement, le terme « les parents » désigne les ou la personne(s) détenant l'autorité parentale au sens du Code Civil Suisse.

2. Conditions d'admission

2.1. Inscription à l'Accueil

Seuls les parents d'enfants fréquentant les écoles enfantines et primaires de Châtonnaye et Torny peuvent inscrire leurs enfants à la fréquentation de l'Accueil. Cependant, si la place le permet, des enfants d'autres communes pourront être acceptés. Pour les enfants ne fréquentant pas le Cercle scolaire de Châtonnaye et Torny, un tarif au prix coûtant sera appliqué et les transports ne seront pas pris en charge.

Un formulaire doit être rempli par enfant inscrit.

2.2. Inscription en cours d'année scolaire

L'inscription en cours d'année scolaire est possible, aux mêmes conditions ; dans ce cas toutefois, l'inscription ne bénéficie d'aucune priorité sur les enfants inscrits pour l'année scolaire.

2.3. Fréquentation exceptionnelle

Si, malgré tous les efforts des parents pour solliciter famille ou amis, l'enfant inscrit ou non à l'Accueil, se retrouve seul, une fréquentation exceptionnelle est possible. Cette fréquentation est définie dans le règlement d'application.

2.4. Obligations résultant de l'inscription

2.4.1. La signature du formulaire d'inscription engage son signataire au paiement des prestations d'accueil fournies pour l'enfant inscrit, et facturées par l'administration communale. Elle l'engage également à respecter, et faire respecter par l'enfant inscrit, les dispositions légales et réglementaires de l'Accueil, ainsi que ses règles de vie.

2.4.2. Les parents s'engagent à collaborer étroitement avec le personnel de l'Accueil pour toutes les questions touchant à l'enfant inscrit.

2.4.3. Tout cas de maladie ou d'accident d'un enfant inscrit doit être annoncé à l'Accueil aussitôt que possible. En cas d'absence due à une maladie ou un accident, justifiée par un certificat médical, les prestations d'Accueil facturées pourront faire l'objet d'une réduction. La Commission de l'Accueil est compétente pour décider d'une réduction.

2.4.4. Les parents ont l'obligation d'annoncer toute maladie contagieuse et d'isoler l'enfant contagieux. L'enfant contagieux n'est pas admis à l'Accueil.

2.4.5. Les parents informent l'Accueil de la date du retour d'un enfant convalescent à l'Accueil le jour ouvrable précédant son retour.

2.4.6. Toute autre absence ponctuelle d'un enfant à une unité d'accueil doit être annoncée et justifiée au moins 24 heures à l'avance au responsable de l'Accueil et sera facturée.

2.4.7. Tout enfant inscrit à l'Accueil doit obligatoirement être couvert par une assurance maladie et accident, ainsi que par une assurance responsabilité civile.

3. Procédure d'admission à l'Accueil

3.1. Le formulaire dûment rempli d'inscription définitive de l'enfant doit être parvenu à l'adresse indiquée sur celui-ci avant le début de la fréquentation de l'Accueil. L'inscription n'est valable que lorsqu'elle contient toutes les indications personnelles et les horaires souhaités.

3.2. Le signataire de l'inscription définitive est informé dans le délai fixé dans le règlement d'application d'une éventuelle impossibilité d'admission de l'enfant à la fréquentation de l'Accueil ou à une partie de celle-ci. Il peut alors demander d'être mis sur liste d'attente.

3.3. Lorsque la demande dépasse les capacités de l'Accueil, une liste d'attente est établie par la Commission de l'Accueil.

3.4. Lorsque la demande dépasse les capacités de l'Accueil, la Commission de l'Accueil décide de l'attribution des places sur la base d'une évaluation globale de chaque situation particulière, en tenant compte notamment des critères suivants (pas mentionnés par ordre d'importance):

- a. Places disponibles ;
- b. Famille monoparentale avec exercice d'une activité lucrative ;
- c. Couple avec double exercice d'une activité lucrative ;
- d. Importance du/des taux d'activité/s ;
- e. Âge de/s l'enfant/s ;
- f. Fratrie ;
- g. Importance du besoin de garde par l'Accueil (attribution d'autres unités) ;
- h. Autres solutions de garde ;

4. Suspension de l'Accueil

4.1. La suspension est une mesure provisoire.

4.2. S'il ne respecte pas les règles de vie établies par l'Accueil et le règlement d'application, un enfant peut être suspendu de la fréquentation de l'Accueil par la Commission de l'Accueil, sur proposition du responsable de l'Accueil.

4.3. La Commission de l'Accueil fixe la durée de la suspension, dont le maximum est de 10 jours d'Accueil.

4.4. En cas de retard de paiement de la facture mensuelle de plus de 30 jours après le délai imparti, l'enfant est automatiquement suspendu de la fréquentation de l'Accueil jusqu'au règlement des impayés.

5. Exclusion de l'Accueil

5.1. L'exclusion est une mesure définitive pour la durée de l'année scolaire.

5.2. En cas de non-respect répété des règles de l'Accueil, un enfant peut être exclu de la fréquentation de l'Accueil. Une telle exclusion n'intervient qu'après avertissement écrit de la Commission de l'Accueil aux parents. Ceux-ci ont le droit d'être entendus, de même que l'enfant. La Commission de l'Accueil se prononce sur la mesure proposée par le responsable de l'Accueil et informe les parents de sa décision.

6. Désinscription de l'Accueil

6.1. La désinscription est possible en tout temps. Elle doit être donnée par écrit aux personnes désignées dans le règlement d'application, au moins 30 jours à l'avance pour la fin d'un mois.

6.2. Les prestations d'Accueil sont facturées, indépendamment de la fréquentation effective de l'Accueil, jusqu'à l'échéance fixée à l'art. 6.1.

7. Horaire de l'Accueil

7.1. L'horaire de l'Accueil pendant les périodes scolaires est fixé par la Commission de l'Accueil, avant le début de l'année scolaire. Il fait partie du règlement d'application.

7.2. En cas de circonstances particulières (ex : congé scolaire spécial), le responsable de l'Accueil décide de la fermeture de ce dernier pour autant que les parents puissent être avertis dans un délai raisonnable.

7.3. Durant la période scolaire, l'horaire peut être réduit par la Commission de l'Accueil, moyennant un préavis d'un mois dans les cas de fréquentation insuffisante ou, immédiatement, en cas d'absence de fréquentation d'une tranche horaire.

8. Barème des tarifs d'Accueil

8.1. Les tarifs de l'Accueil sont fixés selon un barème dégressif, sans les repas. Ces tarifs sont établis par la Commission de l'Accueil, avant le début de l'année scolaire et sont soumis à l'approbation des Conseils communaux. Ils font partie du règlement d'application. Le prix à la charge des parents ne dépassera pas les frais effectifs. Les tarifs des enfants fréquentant l'école enfantine seront adaptés selon les modalités prévues par la Loi du 9 juin 2011 sur les structures d'accueil extrafamilial de jour (LStE), à savoir une déduction de la subvention Etat/employeur sur les tarifs prévus pour les enfants fréquentant l'école primaire.

8.2. Sauf circonstances exceptionnelles (ex : une dépense non budgétisée exceptionnelle et urgente), les tarifs demeurent valables pour la durée de l'année scolaire.

9. Accomplissement des devoirs

9.1. Les devoirs scolaires peuvent être réalisés dans le cadre de l'Accueil.

9.2. La surveillance de l'exécution des devoirs n'implique aucune responsabilité de l'Accueil quant à la qualité ou à l'exécution complète des devoirs. Cette tâche incombe aux parents.

10. Facturation

10.1. Sous réserve des exceptions prévues dans le présent règlement, les prestations d'Accueil sont facturées une fois par mois, payables dans les 30 jours, sur la base de la fréquentation annoncée dans le formulaire d'inscription, respectivement dans la grille horaire.

10.2. Toute période complète ou entamée de fréquentation supplémentaire est facturée en sus, conformément au barème des tarifs d'Accueil.

10.3. L'échéance est fixée dans les factures. En cas de retard de paiement, un intérêt de 5% et des frais de rappel sont dus. Le recouvrement par voie de poursuites est réservé.

11. Concept pédagogique

Le concept pédagogique, adopté par les Conseils communaux, en concertation avec le responsable de l'Accueil et les recommandations du Service de l'Enfance et de la Jeunesse, fixe les orientations socio-éducatives de l'Accueil.

12. Confidentialité

12.1. Le personnel de l'Accueil est astreint à un devoir de confidentialité. Il s'abstiendra de discuter des questions relatives à un enfant en dehors du cercle restreint de la famille de l'enfant, du personnel de l'Accueil, de la Commission de l'Accueil ou des Conseils communaux.

12.2. Une bonne collaboration est nécessaire entre le personnel de l'Accueil et le corps enseignant. Elle peut impliquer l'échange réciproque des informations utiles à la prise en charge des enfants et à leur épanouissement.

13. Responsabilités

13.1. Durant les périodes auxquelles ils sont inscrits, les enfants sont placés sous la responsabilité du personnel de l'Accueil.

13.2. Les règles de vie de l'Accueil, qui figurent dans le règlement d'application, relèvent de la gestion opérationnelle de l'Accueil et de la compétence de son responsable. Elles portent essentiellement sur la politesse, le respect, l'ordre, la discipline, la participation aux activités, la propreté et l'hygiène. La Commission de l'Accueil supervise la gestion opérationnelle de l'Accueil.

13.3. Lorsqu'un tiers est autorisé à venir chercher un enfant, les parents doivent en informer à l'avance le responsable de l'Accueil.

13.4. Les déplacements depuis l'école jusqu'au lieu de la structure d'accueil ne sont pas sous la responsabilité de l'Accueil, sauf pour les élèves de l'école enfantine. Les enfants sont transportés entre les écoles respectives soit par le bus scolaire, soit par des personnes de l'Accueil. Les détails de ces déplacements sont traités dans le règlement d'application.

13.5. L'Accueil décline toute responsabilité pour :

- les trajets entre la structure d'accueil et le domicile ;
- les vols ou dégâts causés dans le cadre de l'Accueil ;
- les affaires personnelles des enfants ;
- les accidents survenant en présence des parents ou de toute autre personne autorisée par ceux-ci à venir chercher l'enfant ;
- les indications inexactes ou incomplètes figurant dans le formulaire d'inscription.

13.6. En cas d'absence d'un enfant supérieure à 15 minutes à l'heure d'arrivée prévue par le formulaire d'inscription ou la grille horaire, le personnel de l'Accueil s'en inquiète et

entreprend des recherches. Si ces recherches n'aboutissent pas, le personnel de l'Accueil avertit le/les parent/s ou la personne de référence.

13.7. L'obligation de signaler la situation d'un enfant semblant avoir besoin d'aide au sens de la législation sur la protection de l'enfant est réservée.

14. Dispositions finales et transitoires

14.1. La Commission de l'Accueil est chargée de l'application du présent règlement.

14.2. Les décisions de la Commission de l'Accueil peuvent faire l'objet d'une réclamation aux Conseils communaux dans les trente jours dès leur notification, puis au Préfet.

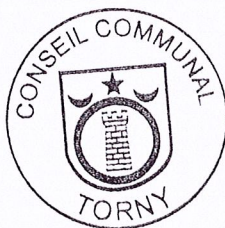
14.3. Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par la Direction de la santé et des affaires sociales. L'entrée en vigueur du présent règlement est également subordonnée à l'adoption par la commune de Châtonnaye d'un règlement communal identique concernant l'accueil extrascolaire.

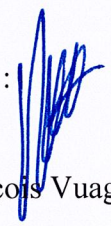
Ainsi adopté par le Conseil communal de Torny le 16 avril 2012

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL :

La Secrétaire :

Patricia Page



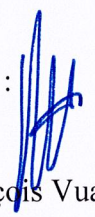
Le Syndic : 
Jean-François Vuagniaux

Ainsi adopté en assemblée communale du 7 mai 2012

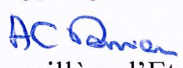
La Secrétaire :

Patricia Page



Le Syndic : 
Jean-François Vuagniaux

Approuvé par la Direction de la Santé et des affaires sociales le 3 mai 2013


La Conseillère d'Etat-directrice
Anne-Claude Demierre



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Direction de la santé et des affaires sociales DSAS
Direktion für Gesundheit und Soziales GSD

Route des Cliniques 17, 1701 Fribourg

T +41 26 305 29 04, F +41 26 305 29 09
www.fr.ch/dsas

Commune de Torny- Approbation du règlement communal concernant l'accueil extrascolaire

Vu

- > la loi du 12 mai 2006 sur l'enfance et la jeunesse (LEJ ; RSF 835.5) et son règlement du 17 mars 2009 (REJ ; RSF 835.51) ;
- > la loi du 9 juin 2011 sur les structures d'accueil extrafamilial de jour (LStE ; RSF 835.1) et son règlement du 27 septembre 2011 (RStE ; RSF 835.11) ;
- > la loi du 10 février 2012 d'application du code civil suisse pour le canton de Fribourg (LACC ; RSF 210.1) ;
- > la loi du 25 septembre 1980 sur les communes (LCo ; RSF 140.1) ;
- > le code du 23 mai 1991 de procédure et de juridiction administrative (CPJA ; RSF 150.1) ;
- > le tarif du 9 janvier 1968 des émoluments administratifs (RSF 126.21) ;
- > le préavis du 4 septembre 2012 du Service des communes ;
- > le préavis du 16 août 2012 de la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport ;
- > le dossier ;

Décide

Article premier.- Le règlement du 7 mai 2012 de la Commune de Torny concernant l'accueil extrascolaire est approuvé.

Art. 2.- Il est perçu un émolument de 150 francs.

Art. 3.- Communication:

- a. à la Commune de Torny ;
- b. au Service des communes ;
- c. à la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport ;
- d. au Service de l'Enfance et de la Jeunesse.

AC Demierre
Anne-Claude Demierre
Conseillère d'Etat

Fribourg, le 3 mai 2013